

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204835]

16 OCTOBRE 2015. — Décret insérant certaines dispositions dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives à la reconnaissance d'une plate-forme d'échange électronique des données de santé (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans le Chapitre 1^{er} du Titre 1^{er} du Livre VI de la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré une section 6 intitulée « Reconnaissance d'une plate-forme d'échange électronique des données de santé en vue de l'octroi d'une subvention ».

Art. 3. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/3 rédigé comme suit :

« Art. 418/3. Pour l'application de la présente section, on entend par :

1^o « plate-forme » : la plate-forme d'échange électronique des données de santé qui remplit l'objectif visé à l'article 418/5, dans le cadre de la politique de la santé visée à l'article 5,

§ 1^{er}, I, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et ressortissant de la compétence de la Région wallonne;

2^o « données de santé » : les données relatives à la politique de la santé visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et ressortissant de la compétence de la Région wallonne;

3^o « acteurs de santé » : les acteurs, établissements, ou organisations de santé relevant de la politique de santé visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et ressortissant de la compétence de la Région wallonne, tels que les médecins généralistes ou spécialistes et autres professionnels de santé, les établissements de soins, les services de santé, les services intégrés de soins à domicile, les plates-formes de concertation en santé mentale ou les plates-formes de concertation en soins palliatifs;

4^o « Commission de la protection de la vie privée » : la Commission instituée par l'article 23 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

5^o « Comité sectoriel du Registre national » : le comité institué conformément à l'article 15 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. ».

Art. 4. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/4 rédigé comme suit :

« Art. 418/4. La plate-forme d'échange électronique des données de santé et les acteurs de santé visés dans la présente section interviennent pour le traitement des données relatives à la politique de la santé de la Région wallonne. »

Art. 5. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/5 rédigé comme suit :

« Art. 418/5. La plate-forme a comme objectif l'étude, l'organisation et la mise en œuvre de tout moyen permettant la meilleure communication possible et au moindre coût entre les différents acteurs de la santé, notamment la transmission automatique informatisée ou la mise à disposition par voie télématique de toute donnée ou communication relative à la santé au moyen des systèmes les plus adéquats de la technologie. ».

Art. 6. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/6 rédigé comme suit :

« Art. 418/6. Selon la procédure qu'il définit, le Gouvernement reconnaît une plate-forme développant les missions suivantes :

1^o gérer et déployer les échanges électroniques des données de santé, sous la forme d'un concentrateur informatique ci-après dénommé « hub »;

2^o sans préjudice des missions des autres organes compétents en matière de technologies de l'information et de la communication, conseiller le Gouvernement lorsqu'il est amené à préparer ou à adopter des décisions relatives à la politique des technologies de l'information et de la communication en matière de données de santé;

3^o mettre à la disposition des acteurs de santé l'accès à une base de données, ci-après dénommée « coffre-fort », permettant d'y placer les données de santé avec toutes les garanties requises de sécurité.

La plate-forme peut, sur demande du Gouvernement, développer des missions spécifiques qui répondent à son objet social dès lors qu'elles sont conformes à l'objectif défini à l'article 418/5. ».

Art. 7. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/7 rédigé comme suit :

« Art. 418/7. Pour mener à bien son objectif, la plate-forme réalise les actions suivantes :

1^o soutenir la réalisation et la coordination des projets de télématique de santé relatifs au dossier du patient contenant toutes les données relatives à sa santé sur un support dématérialisé, dénommé ci-après « dossier patient informatisé »;

2° encadrer et appuyer l'analyse, le développement et l'exploitation de projets applicatifs et organiser la formation y afférente;

3° organiser le support à l'interconnexion des dossiers patients informatisés avec les systèmes de santé des autres entités fédérées connectés via le répertoire de références de la plate-forme eHealth et le méta-hub de la plate-forme eHealth instituée par la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions, et organiser la formation y afférente;

4° créer et garantir la sécurité du coffre-fort et coordonner son implémentation, son utilisation et les règles d'accès;

5° élaborer un plan d'action, dont la périodicité est fixée par le Gouvernement. ».

Art. 8. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/8 rédigé comme suit :

« Art. 418/8. Les hôpitaux et les professionnels de la santé sont responsables du traitement des données de santé qui sont échangées électroniquement et centralisées au sein du « coffre-fort » de santé, au sens de l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Préalablement à la mise en œuvre de ce traitement, les responsables du traitement de données de santé en font la déclaration à la Commission de la protection de la vie privée.

La plate-forme peut agir comme sous-traitant en ce qui concerne l'échange électronique des données de santé et la centralisation de ces données au sein du « coffre-fort » de santé, au sens de l'article 1^{er}, § 5, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel. ».

Art. 9. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/9 rédigé comme suit :

« Art. 418/9. Un audit informatique basé sur la sécurité de l'infrastructure et des procédures de gestion de la plate-forme est réalisé par la plate-forme à une fréquence déterminée par le Gouvernement. ».

Art. 10. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/10 rédigé comme suit :

« Art. 418/10. La plate-forme est reconnue pour une durée indéterminée par le Gouvernement aux conditions suivantes :

1° être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif ou d'une fondation au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir son siège d'activité sur le territoire de la région de langue française;

3° être composée de représentants de médecins généralistes et de médecins hospitaliers, eux-mêmes médecins généralistes ou médecins hospitaliers;

4° s'engager à disposer, dans un délai fixé par le Gouvernement, d'une équipe dont la composition minimale est déterminée par le Gouvernement, et qui doit comprendre, entre autres, un médecin responsable de la surveillance médicale et un conseiller en sécurité de l'information;

5° se conformer à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à l'article 458 du Code pénal garantissant le secret professionnel, à la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'exercice des professions de la santé et prendre en compte les recommandations des ordres professionnels compétents en matière de santé;

6° respecter l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative, ainsi que l'accord de coopération du 15 mai 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française portant exécution de l'accord de coopération du 23 mai 2013;

7° disposer d'une autorisation du comité sectoriel du Registre national pour l'utilisation du numéro du Registre national, conformément à la loi du 8 août 1983 portant organisation d'un Registre national des personnes physiques et à la loi du 5 mai 2014 garantissant le principe de la collecte unique des données dans le fonctionnement des services et instances qui relèvent de ou exécutent certaines missions pour l'autorité et portant simplification et harmonisation des formulaires électroniques et papier;

8° se conformer au règlement du partage de données de santé entre les systèmes de santé connectés via le répertoire de références de la plate-forme eHealth, et notamment, avoir obtenu l'approbation de la section santé du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé concernant une demande de connexion en tant que hub;

9° satisfaire aux mesures de référence en matière de sécurité applicables à tout traitement de données à caractère personnel déterminées par la Commission de la protection de la vie privée, ainsi qu'aux normes minimales de sécurité définies par le Comité général de coordination de la Banque-Carrefour de la sécurité sociale et approuvées par le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé;

10° observer les lignes directrices pour la Wallonie définies par le Gouvernement. ».

Art. 11. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/11 rédigé comme suit :

« Art. 418/11. Dans un délai fixé par le Gouvernement, une demande de reconnaissance peut être adressée au Gouvernement par toute association ou fondation attestant répondre aux conditions fixées à l'article 418/10.

Cette demande de reconnaissance doit être adressée au Gouvernement par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

A dater de la clôture du dépôt des demandes de reconnaissance, le Gouvernement statue sur celles-ci dans le délai qu'il fixe et procède à la reconnaissance d'une plate-forme.

Toutefois, si au terme de l'examen des demandes de reconnaissance, plusieurs associations ou fondations remplissent les conditions prescrites par l'article 418/10, le Gouvernement procède alors à une sélection effectuée par un jury dont il fixe la composition.

Le jury fonde son avis en comparant la qualité des projets et l'expérience des personnes attachées à la réalisation desdits projets, ainsi que les actions qui en attestent, en regard des missions telles que prévues à l'article 418/6. Il rend sa décision dans un délai fixé par le Gouvernement. À dater de cette décision, le Gouvernement procède à la reconnaissance d'une plate-forme. ».

Art. 12. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/12 rédigé comme suit :

« Art. 418/12. Dans la limite des crédits budgétaires, le Gouvernement accorde une subvention à la plate-forme permettant d'assurer les missions visées à l'article 418/6 et destinée à couvrir totalement ou partiellement :

1° les frais de personnel;

2° les frais de fonctionnement.

Le Gouvernement peut allouer des subventions d'investissement sur la base d'une demande de la plate-forme, accompagnée d'une justification. ».

Art. 13. Dans la section 6 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/13 rédigé comme suit :

« Art. 418/13. La plate-forme cesse d'être reconnue lorsque, soit :

1° le Gouvernement décide de suspendre sa reconnaissance;

2° le Gouvernement lui retire sa reconnaissance.

Le Gouvernement peut suspendre, pour une durée de trois mois, renouvelable une fois, la reconnaissance de la plate-forme lorsque les conditions prévues à l'article 418/6 ou 418/7 ou 418/8 ou 418/9 ou 418/10 ou en vertu de ceux-ci ne sont pas respectées.

Après expiration du délai de suspension ou de son renouvellement, si les conditions prévues à l'alinéa 2 ne sont toujours pas remplies, le Gouvernement peut retirer sa reconnaissance.

En cas de manquement grave de la part de la plate-forme, le Gouvernement retire sa reconnaissance.

La suspension de reconnaissance entraîne une réduction proportionnelle de la subvention.

Le Gouvernement détermine les modalités de suspension et de retrait de la reconnaissance. ».

Art. 14. Dans la section 4 insérée par l'article 2, il est inséré un article 418/14 rédigé comme suit :

« Art. 418/14. Le Gouvernement nomme deux commissaires qui assistent avec voix consultative aux réunions des organes d'administration et de gestion.

Les dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, et ses arrêtés d'exécution sont applicables aux Commissaires nommés et à la plate-forme. ».

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mars 2016.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 octobre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—————
Note

(1) *Session 2015-2016*

Documents du Parlement wallon, 268 (2015-2016) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 14 octobre 2015.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204835]

16 OKTOBER 2015. — Decreet tot invoeging van sommige bepalingen in het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de erkenning van een elektronisch uitwisselingsplatform van de gezondheidsgegevens (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In hoofdstuk 1 van Titel I van Boek VI van het tweede deel van het Waalse wetboek voor sociale actie en gezondheid wordt een afdeling 6 met het opschrift "Erkenning van een elektronisch uitwisselingsplatform van de gezondheidsgegevens met het oog op de toekenning van een subsidie" ingevoegd.

Art. 3. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 418/3. Voor de toepassing van deze afdeling moet worden verstaan onder :

1° "platform" : het elektronisch uitwisselingsplatform van de gezondheidsgegevens dat voldoet aan de doelstelling bedoeld in artikel 418/5, in het kader van het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5,

§ 1, I, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest valt;

2° "gezondheidsgegevens" : de gegevens betreffende het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest valt;

3° "gezondheidsactoren" : de gezondheidsactoren, -instellingen of -organisaties die behoren bij het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en die onder de bevoegdheid van het Waalse Gewest vallen, zoals de huisartsen of de geneesheren-specialisten en andere gezondheidsberoepen, de verzorgingsinstellingen, de gezondheidsdiensten, de geïntegreerde diensten voor thuisverzorging, de overlegplatforms inzake Geestelijke gezondheid, de overlegplatforms in palliatieve zorgen;

4° "Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" : de Commissie ingesteld bij artikel 23 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

5° "Sectoraal comité van het Rijksregister" : het comité ingesteld overeenkomstig artikel 15 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen."

Art. 4. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 418/4. Het elektronisch uitwisselingsplatform van de gezondheidsgegevens en de gezondheidsactoren bedoeld in deze afdeling komen tussenbeide voor de verwerking van de gegevens betreffende het gezondheidsbeleid in het Waalse Gewest."

Art. 5. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/5 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 418/5. Het platform heeft als doelstelling de studie, de organisatie en de uitvoering van elk middel om een zo goed en goedkoop mogelijke communicatie te hebben tussen de verschillende actoren van de gezondheid, namelijk de elektronische automatische versturing of de telematische terbeschikkingstelling van elk gegeven of communicatie betreffende de gezondheid d.m.v. de meest geschikte systemen van de technologie. ».

Art. 6. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/6 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 418/6. Volgens de procedure die zij bepaalt, erkent de Regering een platform dat de volgende opdrachten uitvoert :

1° de elektronisch uitwisselingen van de gezondheidsgegevens beheren en ontwikkelen onder de vorm van een concentrator, hierna "hub" genoemd;

2° onverminderd de opdrachten van de andere bevoegde organen inzake de informatie - en communicatietechnologieën, de Regering adviseren wanneer zij beslissingen moet voorbereiden of aannemen betreffende het beleid van de informatie - en communicatietechnologieën inzake gezondheidsgegevens;

3° de toegang tot een databank ter beschikking stellen van de gezondheidsactoren, hierna "safe" genoemd, waarin de gezondheidsgegevens kunnen worden opgeslagen met al de vereiste veiligheidswaarborgen.

Het platform kan, op aanvraag van de Regering, specifieke opdrachten ontwikkelen die aan haar maatschappelijk doel voldoen voor zover zij overeenstemmen met de doelstelling omschreven in artikel 418/5."

Art. 7. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/7 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 418/7. Om haar doelstelling tot een goed einde te brengen, moet het platform de volgende acties uitvoeren :

1° de realisatie en de coördinatie steunen van de telematische projecten inzake gezondheid betreffende het patiëntendossier dat al de gegevens i.v.m. zijn gezondheid bevat op een elektronische drager hierna "elektronisch patiëntendossier" genoemd;

2° de analyse, de ontwikkeling en de exploitatie van toepasselijke projecten begeleiden en steunen en de desbetreffende opleiding organiseren;

3° de steun organiseren aan de koppeling van de elektronische patiëntendossiers met de gezondheidssystemen van de andere deelgebieden die verbonden zijn via het verwijzingsrepertorium van het eHealth-platform en de metabub van het eHealth-platform ingesteld krachtens de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen, en de desbetreffende opleiding organiseren;

4° de veiligheid van de "safe" instellen en waarborgen en zijn implementatie, gebruik en toegangsregels coördineren;

5° een actieplan opstellen waarvan de periodiciteit door de Regering wordt vastgelegd."

Art. 8. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/8 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 418/8. De ziekenhuizen en de gezondheidsberoepen zijn verantwoordelijk voor de verwerking van de gezondheidsgegevens die elektronisch worden gewisseld en gecentraliseerd in de "safe" van de gezondheid in de zin van artikel 1, § 4, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Voorafgaandelijk aan de uitvoering van deze verwerking, vermelden de verantwoordelijken van de verwerking van de gezondheidsgegevens de uitvoering ervan aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Het platform kan optreden als onderaannemer wat betreft de elektronische uitwisseling van de gezondheidsgegevens en de centralisatie van deze gegevens in de "safe" van de gezondheid in de zin van artikel 1, § 5, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens."

Art. 9. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/9 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 418/9. Een informatica-audit gebaseerd op de veiligheid van de infrastructuur en de beheersprocedures van het platform wordt uitgevoerd door het platform aan een ritme dat door de Regering wordt bepaald."

Art. 10. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/10 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 418/10. Het platform wordt door de Regering voor onbepaalde duur erkend tegen de volgende voorwaarden :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° zijn activiteitenzetel op het grondgebied van het Franse taalgebied hebben;

3° samengesteld zijn uit vertegenwoordigers van de huisartsen en ziekenhuisgeneesheren, die zelf huisarts of ziekenhuisgeneesheer zijn;

4° de verbintenis aangaan om, binnen een termijn vastgelegd door de Regering, over een ploeg te beschikken waarvan de minimale samenstelling door de Regering wordt bepaald, en die, o.a., moet bestaan uit een geneesheer verantwoordelijk voor het medisch toezicht en een adviseur voor de informatieveiligheid;

5° de inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, van art 458 van het strafwetboek dat het beroepsgeheim waarborgt, van de wet van 22 augustus 2002 betreffende de rechten van de patiënt, van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen en de aanbevelingen in acht nemen van de beroepsorden die inzake gezondheid bevoegd zijn;

6° het samenwerkingsakkoord in acht nemen van 23 mei 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief, alsook het samenwerkingsakkoord van 15 mei 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 23 mei 2013;

7° over een machtiging beschikken van het sectoraal comité van het Rijksregister voor het gebruik van het Rijksregisternummer, overeenkomstig de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de wet van 5 mei 2014 houdende verankering van het principe van de unieke gegevensinzameling in de werking van de diensten en instanties die behoren tot of taken uitvoeren voor de overheid en tot vereenvoudiging en gelijkgeschakeling van elektronische en papieren formulieren;

8° zich houden aan het reglement om gezondheidsgegevens te delen tussen de gezondheidssystemen die verbonden zijn via het verwijzingsrepertorium van het eHealth-platform en, namelijk, de goedkeuring gekregen hebben van de afdeling gezondheid van het Sectoraal Comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid over een verbindingsaanvraag als hub;

9° voldoen aan de referentiemaatregelen voor de beveiliging van elke verwerking van persoonsgegevens bepaald door de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, alsook aan de minimale beveiligingsnormen vastgelegd door het Algemeen Coördinatiecomité van de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid en goedgekeurd door het Sectoraal comité van de Sociale Zekerheid en van de Gezondheid;

10° de richtsnoeren voor Wallonië naleven die door de Regering worden bepaald.”.

Art. 11. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/11 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 418/11. Binnen een termijn bepaald door de Regering kan een erkenningsaanvraag worden gericht aan de Regering door elke vereniging of stichting die bewijst dat ze aan de voorwaarden bepaald in artikel 418/10 voldoet.

Deze erkenningsaanvraag moet aan de Regering gericht worden bij ter post aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Te rekenen vanaf de afsluitingsdatum van het indienen van de erkenningaanvragen doet de Regering uitspraak erover binnen de termijn die zij vastlegt en erkent ze het platform.

Als verschillende verenigingen of stichtingen evenwel aan de bij het artikel 418/10 gestelde voorwaarden voldoen aan het einde van het onderzoek van de erkenningsaanvragen, gaat de Regering over tot de selectie uitgevoerd door een jury waarvan de samenstelling door de Regering bepaald wordt.

De jury formuleert zijn mening door de kwaliteit van de projecten en de ervaring van de mensen belast met de uitvoering van deze projecten alsook de acties die hen aantonen te vergelijken, tegenover de opdrachten zoals bepaald bij artikel 418/6. De jury doet zijn uitspraak binnen een termijn vastgelegd door de Regering. Te rekenen vanaf deze beslissing erkent de Regering een platform.”.

Art. 12. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/12 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 418/12. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Regering een subsidie aan het platform om de opdrachten bedoeld in artikel 418/6 te vervullen en om geheel of gedeeltelijk de volgende kosten te dekken :

1° de personeelskosten;

2° de werkingskosten.

De Regering kan investeringssubsidies verlenen, op basis van een verzoek van het platform, samen met een rechtvaardiging.”.

Art. 13. In afdeling 6, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/13 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 418/13. Het platform houdt op erkend te zijn wanneer, hetzij :

1° de Regering beslist om de erkenning te schorsen

2° de Regering de erkenning intrekt.

De Regering kan de erkenning van het platform voor een eenmalige hernieuwbare periode van drie maanden opschorten als de voorwaarden vermeld in artikel 418/6 of 418/7 of 418/8 of 418/9 of 418/10 of overeenkomstig die artikelen niet in acht genomen worden.

Na het verstrijken van de opschortings- of hernieuwingstermijn kan de Regering, als de voorwaarden bepaald in het tweede lid steeds niet nagekomen worden, haar erkenning intrekken.

In geval van ernstige tekortkoming vanwege het platform, zal de Regering de erkenning intrekken.

De schorsing van de erkenning heeft een evenredige vermindering van de subsidie tot gevolg.

De Regering bepaalt de modaliteiten inzake schorsing of intrekking van de erkenning.”.

Art. 14. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 418/14 ingevoegd, luidend als volgt :

”Art. 418/14. De Regering benoemt twee commissarissen die de vergaderingen van de bestuurs- en beheersorganen met raadgevende stem bijwonen.

De bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, en zijn uitvoeringsbesluiten, zijn van toepassing op de benoemde commissarissen en op het platform.”.

Art. 15. Dit decreet treedt in werking op 1 maart 2016.

De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan die vermeld in het eerste lid bepalen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 oktober 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitalisering,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2015-2016*

Stukken van het Waals Parlement, 268 (2015-2016) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 14 oktober 2015.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204908]

5 OCTOBRE 2015. — Arrêté ministériel accordant des dérogations à la prohibition portée à l'article 36, 7°, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux à l'ASBL « Belgische Mastiff »

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'article 36, 7°;

Vu l'arrêté royal du 12 mars 1999 fixant les conditions d'obtention d'une dérogation à l'interdiction de se servir de chiens comme bêtes de somme ou de trait, l'article 1^{er};

Considérant la requête du 26 mai 2015 tendant à obtenir dérogation à la prohibition portée à l'article 36, 7°, de la loi précitée,

Arrête :

Article 1^{er}. Dérogation à la prohibition portée à l'article 36, 7°, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux est accordée pour une durée de cinq ans à l'association suivante pour l'organisation, en Wallonie, de démonstrations lors desquelles les chiens sont utilisés comme bêtes de trait dans un but éducatif et didactique :

- à l'ASBL "De Belgische Mastiff", Sterstraat 8, 2310 Rijkvorsel.

Art. 2. Les organisateurs des compétitions et démonstrations susmentionnées doivent satisfaire aux conditions de l'arrêté royal du 12 mars 1999 fixant les conditions d'obtention d'une dérogation à l'interdiction de se servir de chiens comme bêtes de somme ou de trait.

Namur, le 5 octobre 2015

C. DI ANTONIO

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204908]

5. OKTOBER 2015 — Ministerialerlass zur Gewährung von Abweichungen von der in Artikel 36 Ziffer 7 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere aufgeführten Verbotsbestimmung zugunsten der VoE "Belgische Mastiff"

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz,

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, Artikel 36 Ziffer 7;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. März 1999 zur Festlegung der Bedingungen für die Erlangung einer Abweichung von dem Verbot, Hunde als Last- und Zugtiere zu benutzen, Artikel 1;